



Oblitérer l'avenir des Palestiniens

Jeremy Salt - *Un processus insidieux est en cours pour reléguer le « problème de la Palestine » à l'histoire une fois pour toutes.*

Avant d'aller plus loin, précisons une chose. Il n'y a jamais eu de « problème de la Palestine » jusqu'à l'arrivée des sionistes. Il n'y avait qu'un problème en Palestine. C'était dès le départ un « problème sioniste », devenu plus tard un 'problème israélien' et c'est ce qu'il demeure. Les sionistes ont créé ce problème avec le soutien britannique, mais, dans cette version exceptionnelle du droit, il semble que l'on permette au crime de payer pour toujours.

Justice n'est pas rendue ni en réalité ni même en apparence, elle est partout piétinée, au grand jour, année après année. Le vol est consacré, le voleur récompensé et, ainsi encouragé, reste libre de commettre davantage de crimes.

C'est cela l'histoire de la Palestine des sept dernières décennies. Maintenant, avec tous les « processus de paix » épuisés, par Israël, c'est encore aux Palestiniens que l'on dit que c'est à eux de payer, en renonçant finalement à leur longue lutte.

Pas étonnant que ce point de vue soit adopté, dans ses grandes lignes, par le commentateur sioniste Jonathan Freedland, signant dans *The Guardian* un article d'opinion intitulé « Les discussions sont terminées, l'occupation continue. Y aura-t-il un jour la paix au Moyen-Orient ? » Après avoir pendant une semaine sillonné Israël et les territoires pris en 1967 - communément appelés « territoires occupés » alors qu'en fait c'est la Palestine toute entière qu'Israël a occupée - Freedland se voit dire par les Palestiniens ainsi que par les sionistes, que le « processus de paix » est mort. « Je crains qu'Oslo ne ressemble davantage à une oeuvre historique, un rappel nostalgique d'une période où la paix entre ces deux peuples semblait être tout à portée de main. » Vraiment, monsieur Freedland ? Vous auriez dû regarder de plus près.

En fait, il était clair, moins de deux ans après que les accords d'Oslo furent signés en 1993, que le soi-disant processus de paix était mort, était une farce, un instrument utilisé par Israël pour consolider son emprise sur les territoires conquis en 1967. M. Freedland insère dans son article un lien vers un article du *New Yorker* de Hussein Agha et Ahmad Samih Khalidi intitulé « Le bout du chemin: le déclin du Mouvement national palestinien. » Ce sont tous deux des analystes expérimentés dans le cadre des négociations de « paix » israélo-palestino-américaines, et ils tirent essentiellement les mêmes conclusions que Jonathan Freedland, à savoir que le mouvement national palestinien a rendu l'âme et que les Palestiniens doivent s'adapter aux « nouvelles réalités mondiales », raccourci pour abandonner.

Pour Freedland, « les choses n'ont certainement jamais été plus confortables pour Israël. » Les principaux États sunnites du Moyen-Orient considèrent l'Iran comme une plus grande menace et l'occupation des territoires pris en 1967 non seulement se poursuit mais semble durable. Pas étonnant que Freedland cite l'opinion d'un Tony Blair discrédité, selon laquelle les États sunnites, qui jouissent déjà de liens militaires étroits quoique discrets avec Israël, puissent formaliser le « nouvel ordre politique » par un accord de paix avec Israël et faire pression sur les Palestiniens pour qu'ils leur emboîtent le pas.

Pour Hussein Agha et Ahmad Khalidi, « la volonté d'Israël d'offrir un accord acceptable est de plus en plus sujette à caution. » On comprend qu'il faille prendre des gants lorsque l'on écrit dans le *New Yorker*, relais d'une bonne partie de la propagande sioniste, mais, vraiment, Israël n'a jamais été disposé à offrir un « accord acceptable », sinon acceptable pour lui-même, ni pendant Oslo, ni avant et ni depuis.

Pour ces auteurs, Mahmoud Abbas (Abu Mazen) représente « la dernière chance ténue d'un règlement négocié ». Ils parlent de son engagement persévérant envers le « processus de paix » et son « profond dévouement à la coopération en matière de sécurité avec Israël », laquelle, doivent-ils souligner, consiste dans les faits à servir d'agent auxiliaire à l'occupation. Ce n'est clairement pas ainsi que les Palestiniens considèrent Abbas. Ils remplaceraient le terme « coopération » par celui de « collaboration ».

Il n'y a qu'un seul mot pour qualifier ceux qui « coopèrent » avec l'ennemi, celui de traître. Vidkun Quisling a été pendu pour sa « coopération » avec les Allemands lors de l'occupation nazie de la Norvège et le maréchal Philippe Pétain aurait été pendu par le gouvernement français pour sa « coopération » avec les Allemands pendant la Seconde Guerre mondiale, si ce n'était son grand âge et ses états de service militaire exceptionnels en 1914-18. Abbas contrôle la Cisjordanie au nom de l'État d'Israël, l'ennemi de la Palestine et des Palestiniens. Il a « coopéré » avec Israël et les États-Unis en tentant de détruire le gouvernement palestinien élu à Gaza. Il a « coopéré » avec Israël à tous les niveaux, sans rien obtenir en retour pour le peuple palestinien, comparé à ce qu'il a reçu pour lui-même ou pour le financement de son Autorité Palestinienne notoirement corrompue. Alors, Israël est-il, oui ou non, l'ennemi de la Palestine et des Palestiniens ? Dans un tel contexte, ce dur mot de « traître » est-il inapproprié lorsque appliqué à Mahmud Abbas ?

Comme l'Autorité palestinienne contrôle les Palestiniens au nom d'Israël, leur situation s'est régulièrement aggravée à mesure que celle d'Israël s'est régulièrement améliorée. Pourtant, selon Agha et Khalidi, Abbas pourrait être « le dernier leader palestinien ayant l'autorité morale et la

légitimité politique de parler et d'agir au nom de toute la nation de questions existentielles vitales, comme un accord définitif avec Israël ». Ce thème du « dernier » est repris par Grant Rumley et Amir Thibon dans un livre qui vient d'être publié, *The Last Palestinian. The Rise and Reign of Mahmoud Abbas* (Le dernier Palestinien. L'ascension et le règne de Mahmoud Abbas).

Aux yeux de qui, devons-nous nous demander, Abu Mazen a-t-il une autorité morale et une légitimité politique ? Pas aux yeux de ceux qui comptent, qui sont palestiniens, pas même dans son fief de Cisjordanie, où dans un récent sondage près de 70 pour cent voudraient le voir démissionner. Même aux yeux d'Israël, Abbas n'a pas de tels attributs. Un marteau ou un tournevis n'a pas « d'autorité morale » et pour les Israéliens, c'est tout ce qu'Abbas représente, un outil. Israël l'a utilisé de la même manière qu'il a utilisé Arafat, qu'il l'a transformé de « terroriste » en artisan de la paix, puis à nouveau en « terroriste » lorsque ce dernier s'est braqué sur la question de Jérusalem. Alors, sans doute possible sur le commanditaire, Sharon l'a fait assassiner.

Abbas sert encore, en tant qu'accessoire à amener sur scène chaque fois que le « processus de paix » est discuté à l'échelle internationale, mais sinon il n'a plus d'influence, et les politiques israéliens le traitent avec mépris et le malmènent régulièrement et l'accusent de la corruption dont ils se sont si bien servis pour acheter ses services.

Après Abu Mazen, du point de vue d'Agha et de Khalidi, il n'y aura « plus de dirigeant palestinien légitime ni de mouvement national cohérent pendant longtemps ». Voici une nouvelle déclaration grotesque. Est-ce un commentaire sérieux ou une satire, ou simplement une courbette typique à l'opinion « libérale » états-unienne grand public ? Comme déjà souligné, Abbas n'est pas un dirigeant légitime aux yeux de son peuple. Le mouvement national n'a plus de cohérence depuis longtemps, objectif pour lequel Israël a déployé beaucoup d'efforts, mais présenter Abbas comme son dernier grand espoir est grotesque. Ce qu'il représentait, c'était la subversion de l'intérieur du mouvement national palestinien.

Les auteurs font référence au déclin du Fatah. De leur point de vue, sans lutte armée, le Fatah s'est retrouvé « sans idéologie claire, sans discours spécifique, sans expérience ou caractère distinctif. » Il s'agit d'une distorsion du bilan historique. La direction de l'OLP, dominée par le Fatah, s'est détournée de la lutte armée au début des années 1970 parce que incompatible avec le règlement diplomatique qu'elle recherchait alors. La diplomatie était son discours « spécifique ». Elle a progressivement tempéré son idéologie pour permettre un règlement à deux états avec les sionistes. C'était la « paix juste » minimaliste qui aurait dû se trouver au bout de la route, mais n'y était pas. A qui la faute, à l'OLP ou à Israël et son soutien américain ? Qui a fait toutes les concessions sinon les Palestiniens et qui a fait dérailler la diplomatie, sinon Israël, les États-Unis et une « communauté internationale » qui a refusé de faire appliquer ses propres normes de droit et de justice ?

L'« expérience particulière » c'est ce que les Palestiniens ont appris en déposant les armes en faveur de la diplomatie. C'est une leçon amère, dont la direction post-Abbas tiendra compte lorsqu'on lui proposera une nouvelle série de « négociations » qui, sur la base de toute l'expérience passée, aura pour but de les mener encore plus dans une impasse.

Il y a beaucoup d'éléments dans ce récit. La personnalité d'Arafat en est un. Il avait besoin d'être au centre des choses, surtout après la retraite vers Tunis. Psychologiquement, alors que c'était un négociateur souple et efficace dans la sphère politique palestinienne, il s'est avéré inefficace face à Israël et aux États-Unis. Les manigances qui lui ont bien servi dans l'arène palestinienne n'ont pas fonctionné à Camp David. Il a fait « concession » sur concession, sachant que c'était ce qu'il fallait faire pour que les pourparlers se poursuivent, ce qui soulève une question évidente: comme ces « concessions » ont conféré une sorte de sceau palestinien à l'occupation de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est, au lieu d'y mettre fin, quel était donc l'intérêt de ces « négociations » ?

En fait, l'asymétrie (entre les deux parties) était trop grande pour que celles-ci soient considérées comme de vraies « négociations », il s'agissait plutôt de rapports caractéristiques de toute situation coloniale, passée ou présente, où le plus fort dicte ses conditions au plus faible. Ce qui ne veut pas dire qu'Arafat avait un mauvais jeu. L'autorité morale et les droits des Palestiniens en droit international étaient des atouts puissants, mais Arafat en a fait mauvais usage. Il a mis sur la table une carte maîtresse après l'autre sans rien obtenir d'autre que des miettes en retour. Cela s'est déroulé à partir du moment où il a reconnu l'état d'Israël et Israël a reconnu l'OLP et non le droit des Palestiniens d'avoir leur propre état.

Dans les années 1960, les Palestiniens aspiraient à un seul état laïc pour tous, musulmans, juifs et chrétiens. Maintenant, c'est Israël qui veut une solution à un seul État, sinon celle envisagée par les Palestiniens. Le but est celui voulu par les dirigeants du mouvement sioniste dans les années 1890, un État juif sur toute la Palestine et le dilemme existentiel central d'Israël est aujourd'hui toujours le même. Les premiers sionistes voulaient la terre, mais pas son peuple, et savaient que les Palestiniens ne se soumettraient pas pacifiquement au destin qu'on leur fixait : leur terre ne pourrait être prise que par la force aussi ils (le sionistes) masqueraient leurs desseins en attendant le moment opportun de la prendre.

Lors des guerres de conquête et d'agrandissement territorial en 1948 et 1967, près d'un million de personnes furent victimes du nettoyage ethnique de la Palestine. La première guerre fit pencher la balance démographique en faveur des sionistes, mais la seconde causa un retour de balancier. Bientôt, il y aura de nouveau plus de Palestiniens que d'Israéliens juifs entre la Méditerranée et le Jourdain.

Étant donné que les Palestiniens, en tant que peuple, ne vont pas disparaître, comme Agha et Khalidi

doivent le reconnaître, malgré leurs sombres prédictions pour l'avenir politique palestinien, que va-t-il leur arriver Comme ils deviendront de nouveau majoritaires dans la Palestine historique, est-il logique, comme le suggèrent Agha et Khalidi, de s'attendre à ce que la majorité ramasse les miettes que la minorité pourraient leurs jeter ? Leur solution n'est rien de moins qu'une répétition du passé colonial. L'indigène doit faire ce qu'on lui ordonne et accepter ce qu'on lui donne.

L'hypothèse non énoncée dans les écrits de Freedland et l'argumentation d'Agha-Khalidi, c'est qu'Israël a le pouvoir de dicter ses conditions. Toutefois, le pouvoir est par nature inconstant et il est peu probable qu'Israël puisse toujours dicter ses conditions soit par la force, soit par la diplomatie. Sur le plan militaire, il décline régulièrement depuis 1967. Il n'a pas combattu dans une vraie guerre depuis 1973 : la plupart de ses « guerres » ont été des attaques contre des populations civiles quasiment sans défense, au Liban et à Gaza. Ses ennemis sont en train de le rattraper. Le Hezbollah est beaucoup plus fort maintenant qu'en 2006, quand il a humilié les troupes terrestres d'Israël. L'armée syrienne s'est endurcie au combat après sept ans de guerre et l'Iran a une armée de plus d'un demi-million d'hommes. Comme le nombre seul peut ne pas être significatif, l'Iran et le Hezbollah ont travaillé sur les moyens de réduire la domination aérienne d'Israël. Même si Israël garde l'avantage dans la prochaine guerre, il semble probable qu'il subisse des pertes sans précédent dans son histoire.

Un ministre israélien des Affaires étrangères, Abba Eban, a une fois déclaré que les Palestiniens n'ont jamais raté une occasion de rater une occasion, dicton qui devrait, en fait, s'appliquer à Israël. Il a gâché toutes les occasions qui se sont présentées de parvenir à une paix véritable avec les Palestiniens et au-delà avec le monde arabe et de manière plus vaste avec le monde musulman. Au lieu de faire preuve de générosité et de magnanimité, il a utilisé son pouvoir militaire et diplomatique pour opprimer encore plus les Palestiniens dans l'espoir de les enterrer pour toujours. N'étant pas disposé à troquer terre et idéologie pour la paix, il est prêt à détruire quiconque se met en travers de sa route, l'Iran étant actuellement en tête de liste.

Israël jouit toujours de son « lien infrangible » avec les États-Unis, pays qui s'enfonce dans sa propre période de déclin, et dont les fractures internes s'accompagnent d'échecs et de chaos politique à l'étranger. Bien sûr, entre deux pays, il n'existe rien de tel qu'un « lien infrangible ». Les liens de cette nature sont toujours contingents. Le sentiment en politique étrangère de quelque pays qui soit est une illusion lorsque les intérêts nationaux concrets sont en jeu.

Une prise de conscience, qui va croissant, de l'énorme coût que représente la relation avec Israël a déjà vu le jour chez les Américains. Ce ne sont pas seulement les milliards de dollars que les États-Unis ont crachés depuis 1948, mais les dommages causés à la politique étrangère des États-Unis, en particulier par des guerres menées essentiellement dans l'intérêt d'Israël.

Le lobby israélien et la perception de son influence interne par les hommes politiques ont empoisonné la politique étrangère des États-Unis. Les États-Unis auraient-ils de tels problèmes avec l'Iran si ce n'était Israël ? L'Iran est un pays conservateur et religieux, comme les États-Unis, il a beaucoup de pétrole et est la porte-arrière de l'Asie centrale. Sous Rafsanjani et Khatami, il a tendu la main de l'amitié aux États-Unis, offrant des incitations au commerce et à l'investissement, et reçut en échange un camouflet, et ceci pour une seule raison, le contrôle d'Israël sur la politique américaine au Moyen-Orient.

Toutes les guerres que les États-Unis ont déclenchées au Moyen-Orient ont été alimentées par Israël et maintenant Israël en veut une autre, contre l'Iran, contre la Syrie, le Hezbollah, contre l'un ou tous à la fois. Ainsi, alors que l'angle d'attaque du dossier Freedland-Agha-Khalidi ce sont les Palestiniens, que réserve l'avenir à un Israël qui n'a que faire d'une paix digne de ce nom ? Pour couronner le tout, il y a l'espionnage sur les États-Unis, le vol de matières nucléaires, la vente de la technologie militaire américaine à la Chine et l'attaque de l'USS Liberty en 1967. Pour presque toutes les raisons possibles, il s'agit d'une « relation spéciale » dont les États-Unis peuvent parfaitement se passer.

En ce qui concerne le monde arabe, Israël tire des plans sur la comète quand il parle de nouvelles ouvertures et d'opportunités. Les traités de « paix » avec l'Égypte et la Jordanie restent lettres mortes, ne recueillant pas davantage le soutien populaire que le jour de leur signature. Derrière les portes closes, Israël complète avec le Qatar et l'Arabie saoudite, qui sont maintenant à couteaux tirés sur les questions du soutien du Qatar aux Frères musulmans et de ses relations avec l'Iran. Leurs invectives réciproques publiques sont sans précédent. Humilié par son incapacité à gagner la guerre qu'il a lancée contre l'un des pays les plus pauvres du monde, le Yémen, l'Arabie saoudite a subi une seconde humiliation lorsqu'elle a menacé le Qatar et a dû rapidement faire marche arrière lorsque la Turquie est entrée en scène. Ces problèmes ont plongé le Conseil de coopération du Golfe (GCC) dans une crise.

Dans l'ensemble, l'élément manquant dans les vues exprimées par Agha, Khalidi et Freedland, c'est la nécessité pour Israël d'examiner sans complaisance les incertitudes quant à son propre avenir. Ses positions par défaut sont la guerre et un état d'apartheid aux dépens de la paix et de la démocratie. Les deux sont intenables dans le monde d'aujourd'hui.

Sur le plan diplomatique, dans le monde entier, Israël a peu d'« amis », concept aussi peu fiable en relations étrangères qu'un « lien infrangible ». Sur le plan militaire, l'équilibre des forces au Moyen-Orient se modifie régulièrement en sa défaveur. Toute sa situation de sécurité/insécurité est construite depuis 1948 autour du concept de ne jamais perdre une guerre, ce qui semble improbable, étant donné l'infini de « jamais », et qui soulève l'éventualité que le jour viendra où il lui faudra utiliser ses armes nucléaires pour gagner une guerre. « Gagner » et « victoire » n'auront aucun sens

dans une telle situation, mais il sera trop tard pour décider que la coexistence était, après tout, une meilleure option que pas d'existence, et que c'était certainement une perte de temps de considérer avec regret la longue histoire des occasions perdues.



* **Jeremy Salt** a enseigné l'histoire moderne du Moyen-Orient à l'Université de Melbourne, à la Bosphorus University à Istanbul et à la Bilkent University à Ankara pendant de nombreuses années. Parmi ses publications récentes son livre paru en 2008 : [The Unmaking of the Middle East. A History of Western Disorder in Arab Lands](#) (University of California Press).

Articles du [même auteur](#).

25 septembre 2017 - [The Palestine Chronicle](#) - Traduction: [Chronique de Palestine](#) - MJB